



## Canada : la « planification » du marché provoque un fiasco nucléaire

Par [Guy Charron](#)

Mondialisation.ca, 18 février 2008

[WSWS](#) 18 février 2008

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Environnement](#)

En congédiant Linda Keen, la présidente de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN, l'organisme responsable de la sécurité nucléaire au Canada), le 16 janvier dernier, le gouvernement minoritaire conservateur de Stephen Harper a aggravé la politique téméraire ayant engendré un fiasco pour la santé et la sécurité de la population nord-américaine et mondiale.

Keen a été congédié parce qu'elle a refusé de se soumettre aux pressions politiques du ministre des Ressources naturelles, Gary Lunn, qui exigeait la réouverture de la centrale nucléaire de Chalk River, une petite ville du nord-est de l'Ontario. Cette très vieille centrale âgée de plus de cinquante ans avait été stoppée par la CCSN le 18 novembre dernier. Une inspection de routine avait établi qu'une modification nécessaire pour des questions de sécurité ordonnée dix-sept mois auparavant n'avait toujours pas été exécutée.

Pour qu'Energie atomique du Canada (EACL) puisse continuer l'exploitation de la centrale de Chalk River, la CCSN avait exigé de cet organisme gouvernemental, responsable de l'opération des centrales nucléaires au Canada, qu'il ajoute un système autonome d'alimentation électrique d'urgence pour le système de refroidissement du réacteur dans le cas où l'alimentation régulière d'électricité viendrait à manquer.

Toutefois, la fermeture de la centrale de Chalk River a menacé une importante partie de l'approvisionnement mondial en isotopes radioactifs utilisés pour les examens médicaux. Malgré son âge, la centrale de Chalk River fournit plus de 50 pour cent du marché mondial des isotopes médicaux.

Les isotopes de Chalk River sont utilisés dans plus de 75 000 examens médicaux par jour internationalement. Parce qu'ils se désintègrent rapidement, il n'est pas possible de stocker les isotopes médicaux pour une longue période. Le molybdène-99, le plus utilisé des isotopes nucléaires médicaux, ne peut être stocké que pour une dizaine de jours tout au plus.

Deux semaines plus tard, le premier ministre fédéral conservateur Stephen Harper prenait le rôle de l'apprenti sorcier et garantissait personnellement que la remise en activité de la centrale nucléaire ne représentait aucun danger. De plus, il a laissé entendre de façon démagogique que la fermeture de la centrale était un geste délibéré pour nuire à l'image de son gouvernement parce que Keen avait été nommée par le précédent gouvernement libéral.

Le gouvernement conservateur, avec l'appui de tous les partis élus à la Chambre des communes à Ottawa, a forcé la réouverture du réacteur nucléaire au moyen d'une loi spéciale votée à toute vapeur après des auditions de responsables nucléaires lors d'une assemblée plénière de la Chambre des communes, une procédure parlementaire qui n'avait pas été utilisée depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Keen a déclaré que l'opération de la centrale sans les systèmes de sécurité exigés était 1000 fois plus dangereuse que ce qui était normalement accepté tandis que la société publique en charge de la centrale, l'AECL, a affirmé au contraire qu'il n'y avait aucun danger.

Pour être sécuritaire, les centrales nucléaires se doivent d'être opérées avec la rigueur la plus élevée qui soit. L'ampleur des dangers et des risques pour la vie humaine et l'environnement que pose l'énergie nucléaire ne laissent aucune place à l'improvisation et à la négligence dans l'opération régulière des centrales nucléaires et ce n'est qu'à ce prix que la sécurité du public peut être garantie.

La carence en isotopes en quelques semaines seulement a fait la démonstration que les gouvernements canadien et américain n'avaient rien prévu dans le cas où la centrale de Chalk River ne serait plus en état de fonctionner à cause d'un accident naturel ou d'un bris majeur.

Avec le renvoi de Keen, le gouvernement conservateur signale que rien, pas même la réglementation et les systèmes d'inspection dans un secteur d'activité aussi dangereux que l'énergie nucléaire, ne peuvent se mettre au travers des impératifs du profit. Si la responsable de la protection publique dans le domaine nucléaire peut être renvoyée parce qu'elle s'est opposé aux pressions du gouvernement et des médias en défense des intérêts de l'industrie nucléaire canadienne, quel fonctionnaire peut se considérer comme pouvant faire respecter un règlement face au désaccord des représentants de la grande entreprise ?

En rejetant tout le blâme pour la fermeture de la centrale sur Keen, le gouvernement conservateur s'engage encore plus profondément sur la voie qui a mené au fiasco de Chalk River. Les conservateurs tentent ainsi de faire oublier que les principaux responsables du marasme de Chalk River sont le gouvernement fédéral lui-même, Énergie atomique du Canada (EACL), l'organisme gouvernemental chargé de gérer les centrales nucléaires canadiennes et MDS Nordion, une compagnie née de la privatisation d'une partie des opérations d'EACL et qui distribue les isotopes.

En risquant la réouverture de la centrale nucléaire, le gouvernement conservateur a voulu protéger la part de marché des isotopes nucléaires contrôlée par les entreprises canadiennes et de façon plus large les intérêts de l'industrie nucléaire canadienne.

Le danger pour l'approvisionnement en isotopes médicaux qu'a provoqué la fermeture de la centrale de Chalk River était annoncé depuis presque vingt ans. Il avait été prévu que de nouveaux réacteurs pour remplacer la vieille centrale de Chalk River devaient être opérationnels dès la fin des années 1990. Le développement des deux réacteurs dont l'EACL a la responsabilité se fait au ralenti depuis au moins dix ans, en raison principalement du sous-financement du gouvernement canadien et de MDS Nordion, après que la technologie choisie n'ait pas semblé fonctionner tel que prévu.

Bien que toutes les centrales nucléaires à l'uranium produisent des isotopes nucléaires

comme sous-produits de la fission, seule une poignée de centrales de par le monde sont configurées de façon à en permettre l'extraction. L'importance grandissante de la production des isotopes pour la médecine moderne n'a pas poussé le gouvernement canadien ou MDS Nordion à prévoir d'autres sources d'approvisionnement en isotopes.

Au contraire, le *Canadian Medical Association Journal* (CMAJ), le plus important journal médical au Canada, a écrit dans son édition de février 2008 que MDS Nordion refusait de collaborer avec les trois autres producteurs d'isotopes dans le monde. « Ils se voient comme le gros chien. Ils ne partageront pas d'informations avec les petits qui viennent leur mordre les talons », a dit Alan J. Kuperman, un professeur des affaires publiques de l'Université du Texas au CMAJ. MDS Nordion et AECL ont adopté une attitude qui « peut-on argumenter, a été socialement irresponsable ».

Le fiasco de Chalk River ne pourrait être qu'un avant-goût de ce que l'avenir a en réserve quant à la production mondiale des isotopes, trois des quatre réacteurs pouvant produire des isotopes nucléaires dans le monde ayant plus de quarante ans.

Dans un tel contexte, le fait de ne pas se conformer à temps aux exigences de la CCSN pour le fonctionnement sécuritaire de la centrale nucléaire de Chalk River, qui produit environ 50 pour cent des isotopes médicaux mondiaux, dépasse la simple négligence.

Et malgré l'importance cruciale de la production d'isotopes médicaux de Chalk River, le gouvernement libéral au pouvoir de 1993 à 2006 dirigé par Jean Chrétien et Paul Martin et le gouvernement conservateur maintenant au pouvoir ont refusé d'avancer le financement nécessaire au rehaussement de la vieille centrale ou pour assurer que de nouveaux réacteurs viennent remplacer la centrale nucléaire de Chalk River.

En 2007, le vérificateur général du Canada avait rendu public des documents de l'AECL qui estimaient que 600 millions \$ seraient nécessaires au cours des cinq prochaines pour une mise à niveau urgente du réacteur. Depuis 2002, le gouvernement n'a octroyé que 34 millions \$ dans ce but.

Le gouvernement fédéral, ses agences et la grande entreprise, préoccupés de défendre les profits sont incapables de gérer l'énergie nucléaire ou l'approvisionnement en fournitures médicales sur une base rationnelle.

Dans les mots du docteur Karen Gulenchyn, le chef de département de la médecine nucléaire de l'hôpital de Hamilton au *Globe and Mail* : « Je suis très préoccupée qu'il ne semble pas y avoir de planification en ce qui regarde l'approvisionnement d'isotopes médicaux, a-t-elle dit. Nous avons laissé la planification, ou plutôt l'absence de planification, pour l'approvisionnement des isotopes au libre marché. »

Il est estimé que le marché mondial des isotopes nucléaires médicaux génère des revenus de 3,7 milliards de dollars dont une bonne partie revient à MDS Nordion.

Après avoir connu un ralentissement dans son développement dans les derniers vingt ans, l'énergie nucléaire est de plus en plus considérée comme une alternative intéressante aux centrales énergétiques au charbon et au pétrole. Les Etats-Unis considèrent vingt-sept projets de construction et à travers le monde, plus d'une centaine de centrales sont en voie de planification. Au Canada lui-même, l'Ontario considère construire plusieurs centrales nucléaires et l'adoption du réacteur nucléaire CANDU est un enjeu de plusieurs dizaines de

milliards de dollars. Tout cela, c'est sans compter le parc des centrales nucléaires existantes de par le monde qui devront être remplacées pour obsolescence. En plus de l'industrie nucléaire comme telle, le Canada est l'un des principaux producteurs d'uranium dans le monde.

Bien que les réacteurs nucléaires au Canada sont présentement propriété publique, le gouvernement conservateur de Stephen Harper considère privatiser l'AECL. Déjà en 1991, le secteur de distribution des isotopes médicaux avait été cédé à des intérêts privés, la compagnie MDS Nordion.

*WSWS, 15 février 2008.*

Copyright WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Guy Charron](#), [WSWS](#), 2008

---

Articles Par : [Guy Charron](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)